

Les crédits

lui rappeler certains faits récents dont il n'est peut-être pas au courant en ce qui concerne la Chambre.

J'ai été un peu étonné de voir cette motion à l'ordre du jour pour aujourd'hui, surtout qu'elle a été présentée par le Parti libéral. Connaissant le sens de l'humour des libéraux, j'ai pensé qu'ils avaient voulu plaisanter lorsqu'ils ont choisi une journée d'opposition pour présenter une telle motion. J'ai également été surpris que le député d'Ottawa-Sud, qui est leur porte-parole, prenne ombre de ce que le ministre fasse allusion à la banalisation de cette question de la recherche et du développement, des sciences et de la technologie.

Je voudrais donner quelques exemples d'attitudes et de méthodes «banales» que son parti a adoptées au cours des 15 dernières années. Durant la période des questions aujourd'hui, il y avait sur les banquettes avant du Parti libéral quatre députés qui étaient des collègues du ministre d'État aux Sciences et à la Technologie quand j'ai été élu député pour la première fois. La position du ministre alors en poste était que nous ne devrions pas consacrer trop d'argent à la recherche et au développement parce que nous pouvions acheter ce dont nous avions besoin d'autres pays comme les États-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Il me semble qu'un parti politique qui adopte une telle attitude banalise toute la question de la R-D.

Deuxièmement, après 1974, nous avons tout fait pour convaincre le gouvernement libéral d'alors d'établir un comité permanent des sciences et de la technologie. Le budget des dépenses en matière de sciences et de technologie était examiné par le Comité permanent des prévisions budgétaires en général. Ces dépenses étaient incluses dans les prévisions budgétaires en général avec tout le reste.

Nous avons essayé par tous les moyens d'obtenir un comité permanent, mais nos demandes étaient toujours refusées. Ce n'est que durant notre premier mandat qu'un comité permanent des sciences et de la technologie a été mis sur pied. Il s'est réuni pour la première fois il y a exactement quatre ans sous l'égide du gouvernement conservateur.

• (1630)

Troisièmement, pendant leurs 20 années au pouvoir, les libéraux n'ont jamais rien fait pour créer un organisme tel que notre Conseil consultatif national des sciences et de la technologie, que préside le premier ministre. L'atti-

tude des anciens libéraux face aux sciences et à la technologie a toujours été très banale et rien ne me porte à croire que les choses ont changé. Le porte-parole de ce parti pourrait peut-être nous expliquer pourquoi l'opposition a soudainement changé son fusil d'épaule.

M. Manley: Madame la Présidente, je dois dire que je suis déçu d'entendre une intervention comme celle que vient de faire le député d'Oxford au cours d'un débat sur une question aussi importante.

Nous sommes ici pour parler des sciences et de la technologie en tant qu'éléments essentiels de notre développement économique, spécialement dans le contexte des changements qui se produisent à l'échelle mondiale. Au lieu de cela, le député semble préférer un débat sur l'histoire. Je voudrais le renvoyer au comité permanent de l'histoire, s'il y en a un, où ce débat pourrait être d'une certaine utilité.

Dans le moment, le Canada est confronté à une situation très critique dont l'importance s'accroît de jour en jour. Lorsque le gouvernement a accédé au pouvoir en 1984, j'exerçais le droit ici, dans cette ville. Nous avions un seul ordinateur dans le bureau, dont nous nous servions pour la comptabilité. Aujourd'hui, dans ce même bureau d'avocats situé à quelques rues d'ici, il y a une centaine d'ordinateurs.

Les changements qui se sont produits rien que depuis 1984 sont énormes. Nous devons regarder cette évolution et nous demander quelles politiques nous devons adopter pour les années 90. Que devons-nous faire maintenant? Il ne sert à rien de retourner à la situation qui existait au cours d'une décennie antérieure et d'essayer de comparer des pommes et des oranges. Beaucoup d'autres problèmes se sont aggravés, par exemple les problèmes environnementaux.

En 1984, nous commençons à nous rendre compte de la gravité du problème des pluies acides. À ce moment-là, le président des États-Unis pensait que les arbres en étaient la cause. De notre côté de la frontière, cette question nous préoccupait beaucoup. Au cours des dernières années, nous sommes devenus très conscients de tous les aspects du problème de la dégradation de l'environnement qui touche l'ensemble de la planète. Cela donne, entre autres, au Canada la possibilité de prendre un véritable engagement à l'égard de la recherche et du développement et de se mettre au premier plan de la technologie environnementale à l'échelle mondiale. C'est une des possibilités qui s'offrent à nous. Pourquoi